



**PRÉFET  
DES ARDENNES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement et  
du Logement Grand Est**

**Unité départementale des Ardennes**  
1 Place de la Préfecture - BP 60002  
08011 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

Charleville-Mézières, le 20/07/2023

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 21/06/2023

**Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HANON SYSTEMS CHARLEVILLE**  
3 avenue de l'Industrie  
BP 228  
08000 Charleville-Mézières

Références : E2-CaV/JoL-N° 23/294  
Code AIOT : 0005701067

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2023 dans l'établissement HANON SYSTEMS CHARLEVILLE implanté 3 AV DE L INDUSTRIE Z I DE MONTJOLY - BP 228 08102 CHARLEVILLE MEZIERES CEDEX 08000 Charleville-Mézières. L'inspection a été annoncée le 08/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HANON SYSTEMS CHARLEVILLE
- 3 AV DE L INDUSTRIE Z I DE MONTJOLY - BP 228 08102 CHARLEVILLE MEZIERES CEDEX 08000 Charleville-Mézières
- Code AIOT : 0005701067
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Appartenant à un groupe coréen (comptabilisant 40 sites de production, près de 20 000 salariés dans le monde), la société Hanon Systems Charleville exploite des installations de fabrication d'équipements automobiles thermiques et électriques. L'effectif du site s'élève à 421 employés.

Le site d'une surface de 19ha est composé de deux principaux bâtiments :

- CH1 pour la fabrication des échangeurs de chaleur et des systèmes de refroidissement,
- CH2 pour les refroidisseurs des véhicules électriques.

Le site dispose également d'un centre technique équipé d'un laboratoire pour le développement de prototypes.

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- risque incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Recensement des parties à risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Sans objet
2	Moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
4	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	Sans objet
6	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Installations électriques – conception	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet
5	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque incendie, sur l'activité de traitement de surfaces et sur le site de manière générale, est maîtrisé. Les moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie sont contrôlés périodiquement. Les salariés sont formés régulièrement. Les constats faisant l'objet de "susceptibles de suites" concernent la mise à jour de documents tels le D9 et le D9A sur les besoins et le confinement des eaux d'extinction, le plan général du site indiquant notamment les zones à risques ainsi que l'augmentation de la fréquence de contrôle des détecteurs de niveaux des bains.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Recensement des parties à Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Locaux à risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.  Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2, ainsi que les locaux accueillant les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains et aux traitements électrolytiques) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.  L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elles, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). Ces plans sont tenus à jour. <b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger, disponible à l'accueil. La dernière mise à jour du plan date du 04/09/2012. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372, ainsi que les locaux accueillant les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains et aux traitements électrolytiques) sont listés mais ne figurent pas sur un plan général. L'exploitant dispose d'une liste de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elles, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.) mais celles-ci ne sont pas indiquées sur un plan.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Moyens de lutte incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;  b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

<p>c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li> <li>- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</li> </ul> <p>Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation.</p> <p>S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ;</li> <li>- indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ;</li> <li>- implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département.</li> </ul> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.</p> <p>L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ; [...]</p> <p><b>Constats :</b> L'installation dispose d'un poste de garde où se trouve la procédure d'alerte en cas d'incendie, un bouton d'alerte et un PC dédié. Des détecteurs automatiques sont également présents sur l'ensemble du site. L'installation est dotée des moyens de lutte contre l'incendie suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 56 RIA, 348 extincteurs (et une vingtaine en réserve), 12 poteaux incendie internes normalisés, équipés de réducteurs de pression et 1 poteau incendie externe au site. Les extincteurs et les RIA ont été contrôlés par sondage. Ils sont répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les matériels sont contrôlés annuellement, le dernier rapport date du 29/07/2022. Le registre de sécurité est disponible et complété. Lors de la visite, le contrôle par sondage des extincteurs et des RIA a permis de vérifier que ceux-ci ont été contrôlés par un organisme accrédité ;</li> <li>- de 14 postes de sprinklage;</li> <li>- d'un système de sécurité incendie (SSI).</li> </ul> <p>De plus, 20 salariés sont formés équipiers de seconde intervention (ESI) dont 3 sont également pompiers volontaires.</p> <p>Concernant les besoins en eaux d'extinction : l'installation dispose de 2 cuves de 1 500 m<sup>3</sup> équipées de 3 groupes de motopompes et 1 autre pompe pour maintenir la pression accessible en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant dispose également d'un accès à la Meuse via une plateforme de pompage à l'extérieur du site.</p> <p>L'accès extérieur de l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.</p> <p>Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant doit justifier que les besoins en eau d'extinction du site sont suffisants (guide D9 par exemple).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
---

### N° 3 : Installations électriques – conception

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. [...]</p> <p>II.-[...]  Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.  « L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant.</p> <p>III.- [...] Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté les derniers contrôles réalisés sur les installations électriques (18 et 20 janvier 2023). Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Le contrôle annuel est réalisé par Bureau Veritas, accompagné d'une personne référente en interne. Lors du dernier contrôle, 4 anomalies et 5 observations ont été détectées. L'exploitant dispose d'un logiciel permettant de réaliser un suivi de ces anomalies et de déclencher des bons de travaux directement. Lors de la visite, le dernier rapport a été présenté ainsi que le logiciel et les actions mises en place suite à la détection de ces anomalies. Ce logiciel sert de registre pour consigner l'ensemble des contrôles et actions réalisées sur les installations électriques du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. [...]</p> <p><b>Constats :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont confinées grâce à des barrières anti-écoulement à mettre en place à chaque porte. Deux obturateurs d'égouts sont également présents. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le dimensionnement de ce dispositif de confinement des eaux (guide D9A par exemple)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Confinement des eaux incendie – organes de commande**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. [...]
<b>Constats :</b> Les consignes pour la mise en place des obturateurs et des barrières sont disponibles à l'accueil du site (poste de garde). De plus, des formations sont organisées deux fois par an pour les équipiers de seconde intervention (ESI) à ce sujet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Installations électriques – chauffage des bains**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Incendie – Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> Concernant les bains chauffés : Dans l'atelier CH1, les pièces sont trempées dans 2 bains différents, le premier contenant du Palcoat3790R et le second du Palene 5199. Pour ces deux bains, le produit est directement chauffé via des thermoplongeurs. Dans l'atelier CH2, le procédé est différent, les produits ne sont pas chauffés directement mais via un bain de glycol qui chauffe l'enceinte dans laquelle sont trempées les pièces. Les pièces à traiter sont plongées dans 3 produits différents, le premier contenant du Bonderite M-NJ 2040R2, le second du Bonderite C-AD-5003 et le dernier du Bonderite C-AK-1563-1. Les bains disposent d'un système d'alarme et d'un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé périodiquement mais pas à une fréquence hebdomadaire comme l'indique la prescription. Les sondes de niveaux sont nettoyées 1 fois par mois. Les résultats des tests sont consignés informatiquement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet